

Les patrons flamands en veulent!

Wallonie et Flandre doivent examiner le projet bruxellois, tenu secret, d'accord de coopération organisant la concertation interrégionale dans la Communauté métropolitaine de Bruxelles (CMB). Braquée sur le droit du sol, la Flandre privilégie plutôt des accords bilatéraux avec Bruxelles. Jo Libeer, le patron des patrons flamands, exhorte, lui, les trois Régions à travailler de concert. Et pour surmonter les susceptibilités territoriales, ce Courtraisien cite l'exemple de la Métropole européenne de Lille. PAR MICHELLE LAMENSCH

Beaucoup de politiques et d'observateurs sont sceptiques à l'idée d'une Communauté métropolitaine de Bruxelles, créée lors de la 6^e réforme de l'Etat (*voir M... Belgique n° 52*). Jo Libeer nous l'assure, lui : « *Je veux y croire !* » Au sein de « Brussels Metropolitan », le Voka, le syndicat des patrons flamands dont il est l'administrateur délégué, s'est uni aux autres organisations patronales régionales, BECI et UWE, et à la FEB (fédéral) dans une stratégie de développement pour la métropole économique bruxelloise (*voir encadré*).

M...Belgique : La CMB a été créée sur le papier en 2012. Et trois ans plus tard, elle ne fonctionne toujours pas...

Jo Libeer : Les structures suivent les stratégies. Il doit être très difficile de mettre des structures en place si on n'a pas une stratégie commune. Et il faut avoir présent à l'esprit que les problèmes n'attendent pas les structures pour se poser. La métropole bruxelloise a quelques atouts mais, ces derniers temps, on constate une décroissance des investissements internationaux. Il y a un problème bruxellois de chômage et un problème métropolitain de jobs vacants. Voilà toute une palette de défis... Avec

« Brussels Metropolitan », nous avons fait l'inventaire des problèmes et défini un axe ambitieux de projets. Je dis aux politiques :

« *Mettez les mains à la pâte et allez-y !* »

Sur le plan politique, les choses vous paraissent-elles bien ou mal engagées ?

J. L. : Je suis très content d'une chose : les gouvernements flamand et bruxellois se sont mis à table en se disant « *il faut faire quelque chose* ». Ils doivent discuter de mobilité, d'emploi et d'aménagement du territoire. La bonne nouvelle ? Apparemment, l'intérêt de la Flandre pour Bruxelles est plus grand que celui de la Wallonie pour Bruxelles.

La Flandre reste très braquée sur le principe de territorialité...

J. L. : J'ai l'expérience de mon vécu de Courtraisien. Je suis un habitant de la banlieue de Lille. Dans le Courtrais et dans le Tournais, on s'est rendu compte, il y a quinze ans, que cette tendance lourde économique et sociétale serait celle de la « métropolisation ». La métropole en devenir la plus proche pour le Courtrais, c'était Lille. Le simple fait de la territorialité acquise a donné confiance aux négociateurs pour mettre en place la Communauté urbaine de Lille (*devenue la Métropole européenne de Lille, ndlr*). Cela a pris du temps, et on a perdu du temps, mais cela existe. Et entre deux pays et trois Régions ! Imaginez-vous un instant que le maire de Courtrai ait cru que l'intention finale de la maire de Lille, Martine Aubry, était de prendre du territoire ? Sans cette territorialité acquise, on ne se serait jamais mis à table... Partant des compétences respectives, on peut se mettre d'accord sur des projets à réaliser dans le Courtrais. Si on disait à nos amis wallons du Tournais et de Mouscron que Lille souhaiterait toucher à la ter-

ritorialité, cela ne marcherait pas non plus...

Sans cette grande coopération transfrontalière, on n'aurait jamais enregistré de grandes percées au niveau de la sécurité, le tracé Seine-Escaut, etc.

« LE RESPECT DE LA TERRITORIALITÉ SUPPRIME LES MALENTENDUS »

Sans concertation avec Bruxelles, le gouvernement flamand vient d'approuver le projet de complexe commercial Uplace, à Machelen, concurrent de Néo, au Heysel, et de Dockx Brussel, au canal...

J. L. : On oublie que Uplace a été mis sur orbite après la faillite, en cet endroit, de Renault Vilvorde... Il fallait vite un projet de reconversion du site économique. Il fallait créer de l'emploi sur les cendres de Renault pour les jeunes non qualifiés. Les besoins sont énormes à Bruxelles et autour de Zaventem. L'idée n'est pas de faire de la concurrence à Bruxelles. Je ne peux pas m'imaginer que tous ces entrepreneurs privés n'aient pas fait leurs calculs avant de miser leur argent dans ces investissements...

Sur quoi devrait porter, selon vous, la concertation dans l'aire métropolitaine bruxelloise ?

J. L. : Sur la mobilité, l'aménagement du territoire et l'emploi.

Simple concertations, informations réciproques ou projets communs ?

J. L. : Il faut des projets communs. La politique ne doit avoir qu'un objectif final : que les utilisateurs, les milieux sociaux et

économiques s'améliorent. On n'a pas le temps de se limiter à des discussions de structure. Il faut travailler aux solutions. Et il faut être courageux et se regarder dans les yeux. Une partie des francophones de Bruxelles doit savoir que le principe de territorialité est figé. Il ne faut plus rêver. C'est fini. Et tant mieux, il n'y a plus de malentendus ! Et maintenant discutons en confiance !

Discutons, mais de quoi ?

J. L. : Résolvons les problèmes du Ring. Bruxelles, championne du monde des embouteillages ! J'essaierais aussi de réaliser au plus vite un ring ferroviaire autour de Bruxelles. Nous plaidons pour un plan de mobilité interrégional, impliquant les trois Régions. Bruxelles est aussi un centre de transit pour les marchandises. Nous sommes absolument dans le fonctionnel. Il faut mettre en avant les solutions des problèmes plutôt que les problèmes attachés aux solutions. Or, c'est ce qu'on fait...

Cette CMB réunit énormément d'acteurs : Etat fédéral, trois Régions, 135 communes, deux provinces. Comment être efficace ?

J. L. : Si on veut que cette CMB vive, elle devra être gérée par les Régions. On ne va pas faire une intercommunale autour de Bruxelles... Cela ne marcherait pas ! L'argent est dans les Régions. Elles ont les leviers de décisions, dans le cadre de leurs compétences respectives et d'une concertation globale.

Un message personnel au ministre-président bruxellois, Rudi Vervoort ?

J. L. : Un plus un plus un égale quatre... Idem à Geert Bourgeois, Paul Magnette et à l'Etat fédéral : ayez une ambition commune pour

le développement de ce concept choses qui ont un impact direct métropolitain. Le monde de sur le vécu des gens : la mobilité, demain se fera autour des métro- l'aménagement du territoire et poles. Et concentrez-vous sur des l'emploi. ■ **PROPOS RECUEILLIS PAR M.L.**

« *Brussels Metropolitan* » : *comprendre, fédérer, proposer*

EMBOUTEILLAGES:

encore meilleure qu'au foot, la Belgique y est championne du monde !

En 2008, les trois organisations patronales régionales, BECI, le Voka et l'UWE, associées à leur homologue fédérale, la FEB, ont créé « Brussels Metropolitan » (BM) afin de développer des projets économiques pour la métropole bruxelloise.

« *Notre objectif, explique Alain Deneef, l'intendant de BM, est d'amener des projets à maturité. Nous menons le travail intellectuel qui consiste à bien (faire) comprendre les projets que nous avons choisis. Ensuite, nous tâchons de fédérer les différents acteurs concernés par ces projets (employeurs, syndicats, classes moyennes, groupes culturels, etc.) afin qu'ils soient supportés par la société civile. Enfin, une fois les projets instruits et soutenus, nous interpellons le politique pour qu'il les réalise.* »

Parmi ces projets, relevons une redevance kilométrique qui serait applicable dans tout le pays et dont le montant serait établi en fonction d'une série de facteurs : lieu, heure, etc., d'utilisation de la voiture. Notons également un « observatoire métropolitain » de l'aménagement du territoire, regroupant toutes les informations des trois Régions en matière de projets d'infrastructure. Ou encore une « chambre de créativité ».

« *Cette chambre, précise encore Alain Deneef, réunirait les acteurs culturels au sens large : incluant la mode, la publicité, le digital, etc., soit tous ceux qui utilisent le langage numérique. Cette chambre de créativité fonctionnerait sur le modèle des chambres de commerce.* » ■ MICHELLE LAMENSCH